

HAUT CONSEIL pour le CLIMAT

Rapport annuel 2023

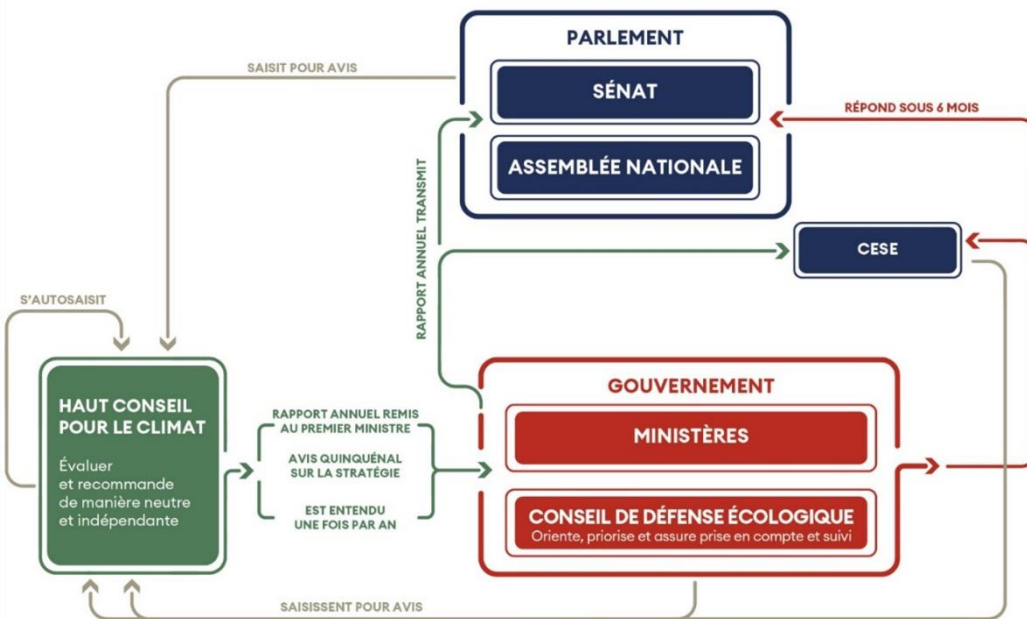
« Acter l'urgence, engager les moyens »

www.hautconseilclimat.fr



@hc_climat

Un organisme neutre et indépendant



Le HCC évalue l'action publique en matière de climat, couvrant :

- la trajectoire de baisse des émissions
- les puits de carbone
- l'empreinte carbone
- l'adaptation
- les impacts socio-économique

Le HCC met en perspective l'action de la France par rapport à celle des autres pays

Le HCC recommande des actions

Le gouvernement présente au Parlement et au CESE les mesures mises en œuvre et prévues en réponse aux recommandations du HCC, dans les 6 mois

Conséquences du changement climatique pour la France

www.hautconseilclimat.fr

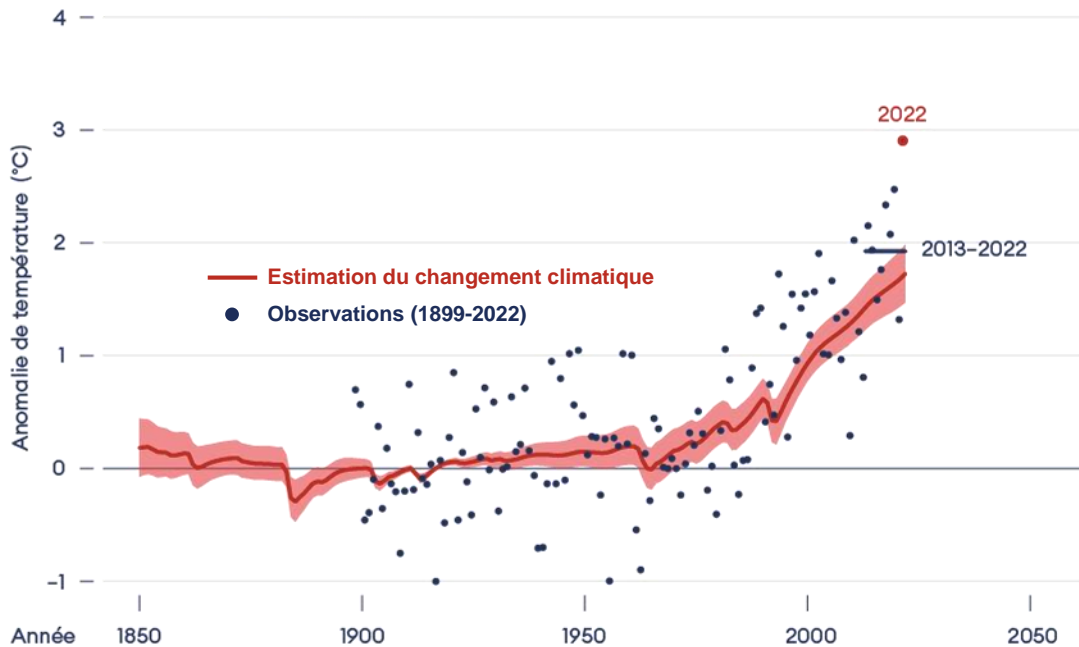


[@hc_climat](https://twitter.com/hc_climat)

Conséquences du changement climatique pour la France

L'année 2022 : emblématique de l'intensification des effets du changement climatique (1/2)

Anomalie de température en moyenne annuelle observée en France métropolitaine

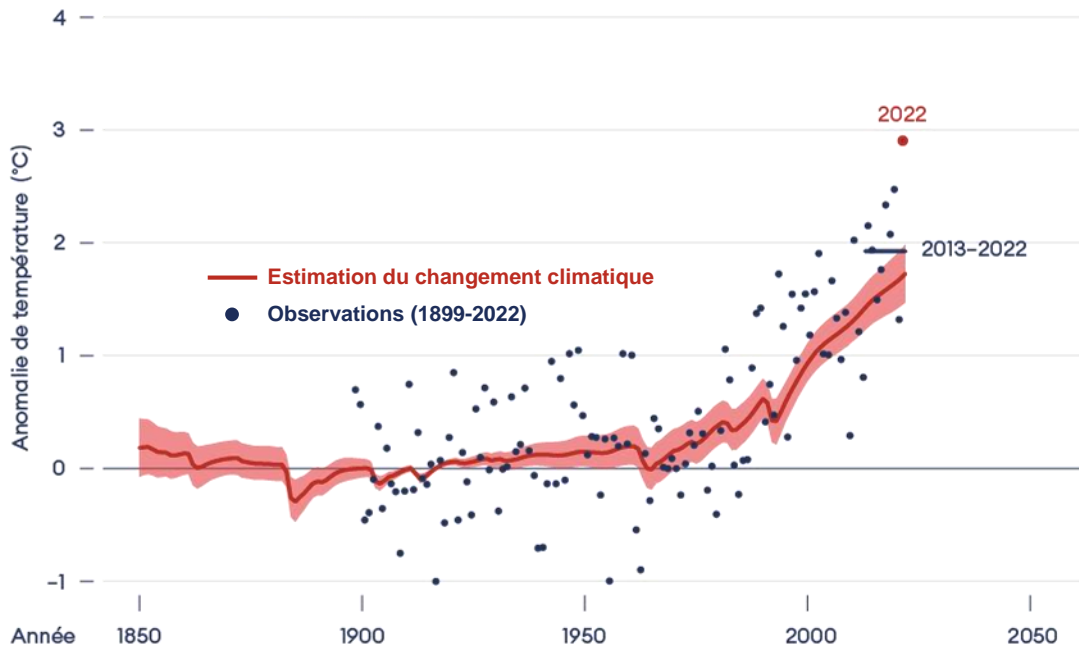


- **+2,9°C***
- **3** vagues de chaleur
- Déficit de précipitations en métropole : **-25%****
- Fortes précipitations en outre-mer tropicaux
- Ces événements s'inscrivent dans une trajectoire de réchauffement due aux activités humaines.

Conséquences du changement climatique pour la France

L'année 2022 : emblématique de l'intensification des effets du changement climatique (2/2)

Anomalie de température en moyenne annuelle observée en France métropolitaine

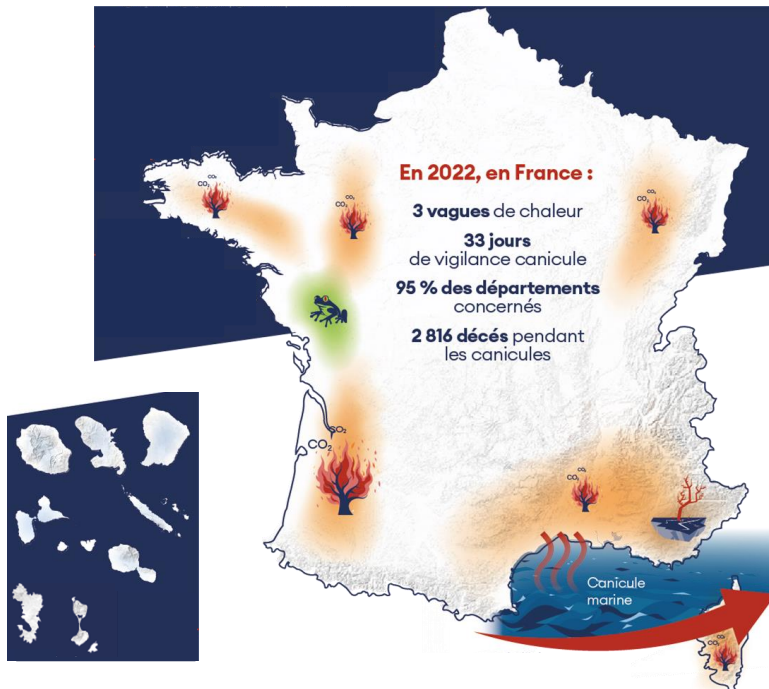


- Réchauffement moyen en France sur la dernière décennie : **+1,9°C***
- Réchauffement global sur la dernière décennie : **+1,15°C**
- La France est particulièrement exposée aux conséquences du réchauffement climatique mais n'est pas prête à y faire face.

Conséquences du changement climatique pour la France

Des impacts graves sur les personnes, les activités économiques, les infrastructures et les écosystèmes, qui ont nécessité des mesures d'urgence et d'indemnisations

Carte composite d'une sélection d'impacts d'événements climatiques constatés en 2022 en métropole et outre-mer emblématique du changement climatique



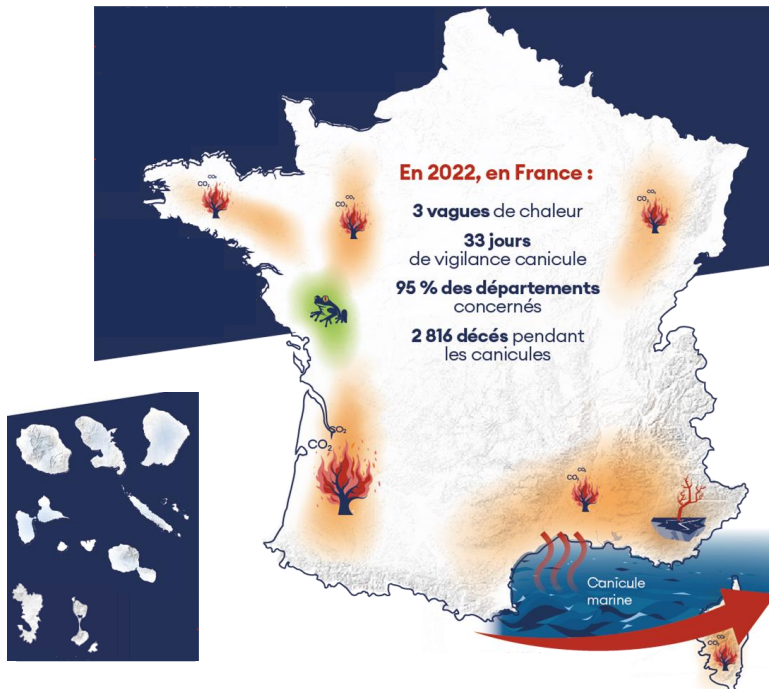
- Sécheresse des sols exceptionnelle pour les **3/4** du territoire métropolitain
- Production agricole : rendement de **-10% à -30%** pour certaines filières
- Production hydroélectrique 2022 : **-20%***
- Conséquences pour la biodiversité

*par rapport à 2015-2019
Source: Rapport annuel, Haut conseil pour le climat, 2023

Conséquences du changement climatique pour la France

Les dispositifs de prévention et de gestion de crises n'ont pas permis d'éviter toutes les conséquences des événements météorologiques et climatiques de 2022

Carte composite d'une sélection d'impacts d'événements climatiques constatés en 2022 en métropole et outre-mer emblématique du changement climatique



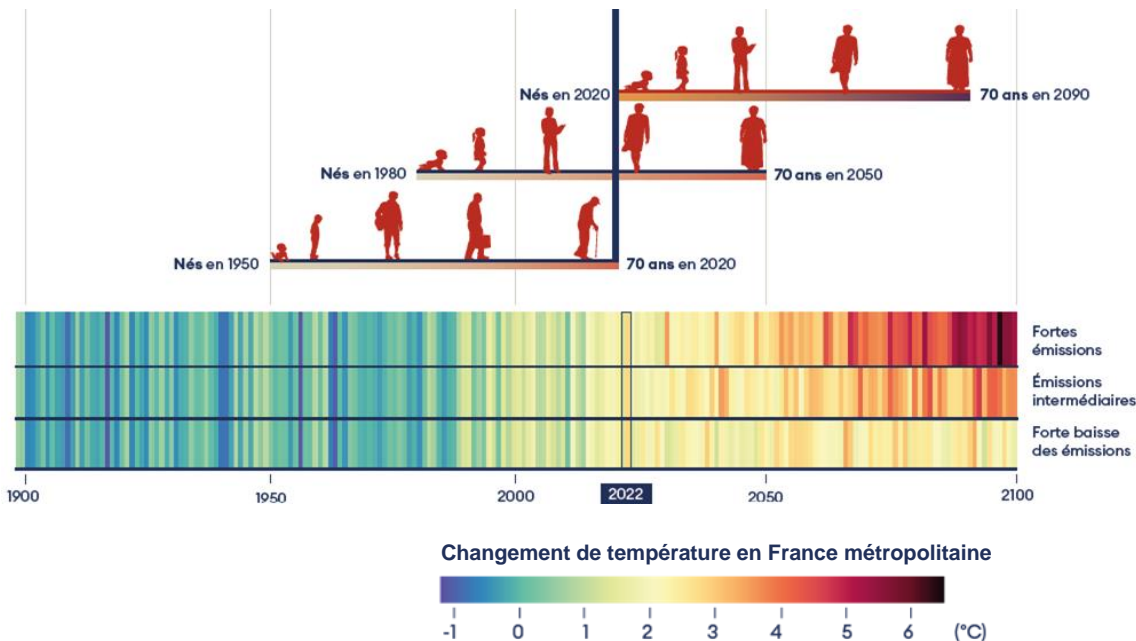
- **+2000 communes** avec tensions en eau potable, dont **7** en interruption totale (*révision des dispositifs : 2021*)
- **8000 demandes** de communes pour « catastrophes naturelles »*
Coût pour les assureurs : **2,9Mrd€**
- **72 000 hectares** brûlés en 2022, excédant les limites des moyens français
- **2816 décès** en excès en 2022 induits par les vagues de chaleur estivale
- **65 cas de dengue** autochtones répartis en 9 foyers de transmission en France.

*dus aux dommages des bâtiments causés par la sécheresse des sols
Source: Rapport annuel, Haut conseil pour le climat, 2023

Conséquences du changement climatique pour la France

Les facteurs climatiques générateurs d'impacts vont continuer à s'intensifier

Évolution de la température en France 1900 - 2100

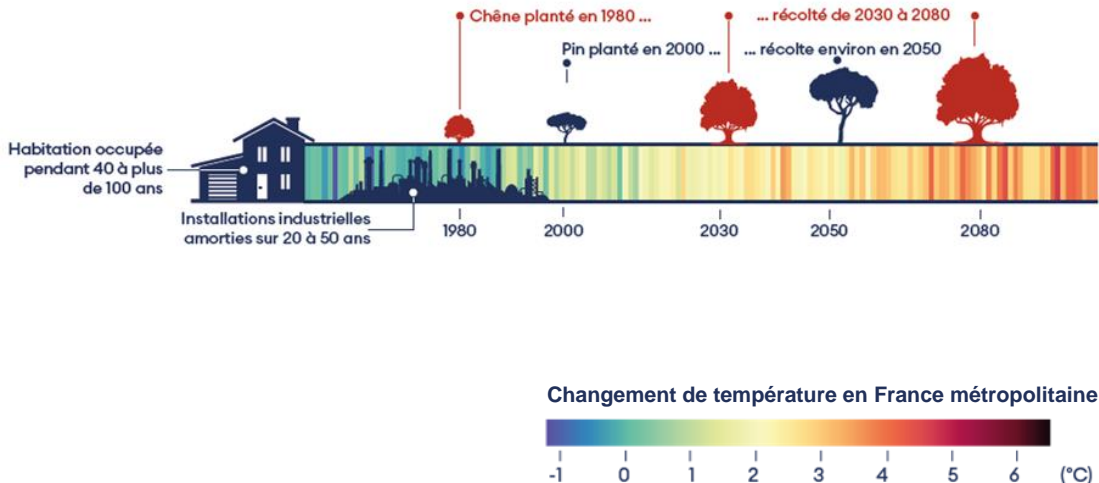


- **+2°C** à l'horizon 2030 pratiquement inévitable en France, avec des années extrêmes comme en 2022 de plus en plus fréquentes
- L'ampleur du réchauffement après 2050 dépend des émissions futures
- **+4°C** projeté vers 2100 sur la base des politiques actuelles, avec des années plus extrêmes
- La température record en 2022 serait la température moyenne en France à l'horizon 2050-2060 pour un réchauffement planétaire à **2°C**

Conséquences du changement climatique pour la France

L'adaptation doit passer du mode réactif prévalent aujourd'hui pour devenir transformatrice

Évolution de la température en France 1900 - 2100



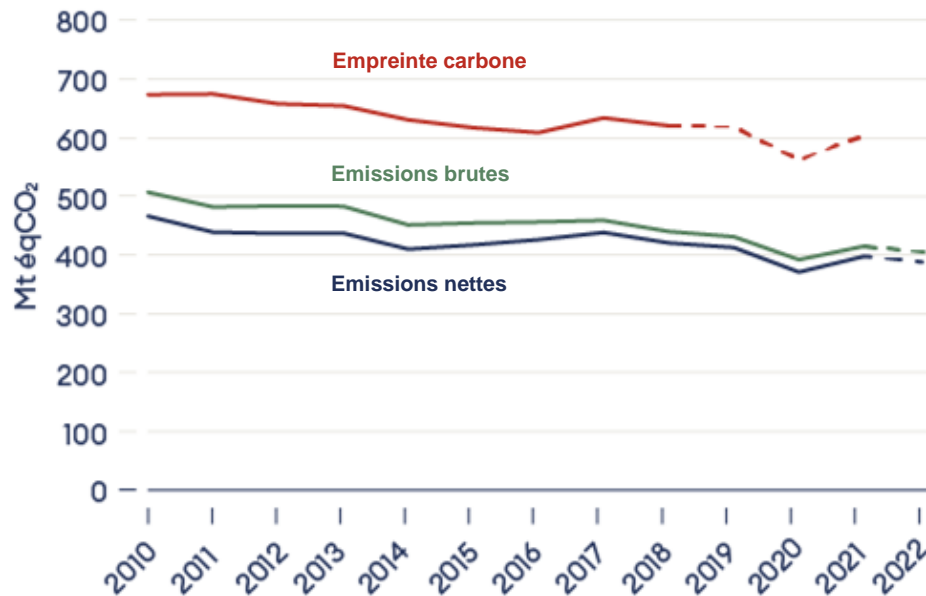
- Le cadre de référence annoncé par le gouvernement de **+4°C** est cohérent, à condition de prendre en compte les risques supplémentaires
- S'adapter à un climat de **+2°C** est insuffisant en France
- Les événements extrêmes et leurs conséquences doivent être anticipés
- Besoin d'explorer les éventualités peu probables mais avec forts impacts
- Logique transformationnelle = inclure les connaissances scientifiques dans les décisions, anticiper les coûts.

Constats sur l'évolution des émissions de gaz à effet de serre en France

Constats sur l'évolution des émissions de GES en France

La baisse des émissions se poursuit en France

Emissions territoriales et empreinte carbone de la France depuis 2010

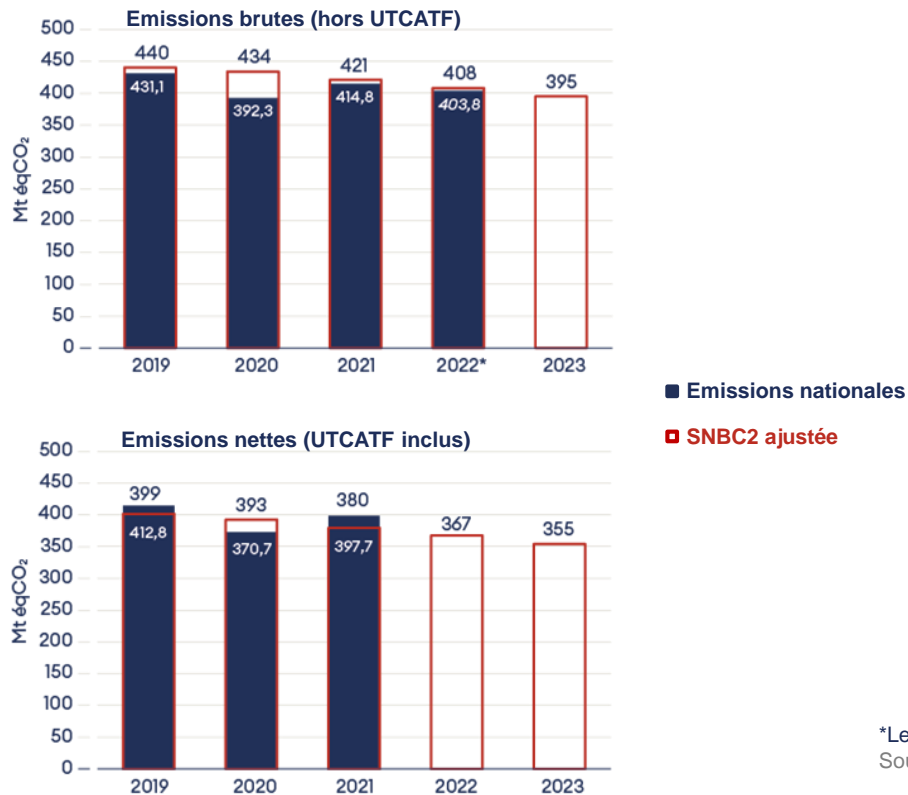


- **-11 Mt eqCO₂** en 2022
-2,7% pour les émissions brutes
- Forte baisse dans les secteurs du bâtiment et de l'industrie
- Hausse dans les secteurs des transports et de l'énergie
- La baisse de 2022 résulte surtout : de facteurs conjoncturels (hiver doux) et de mesures de sobriété.*
- Baisse dans le secteur agriculture en 2021, mais compensée par une baisse des puits de carbone (**-21%**)
- La baisse de l'empreinte carbone continue

Constats sur l'évolution des émissions de GES en France

Le deuxième budget carbone est en voie d'être dépassé sur la période 2019-2022 lorsque la faible absorption par les puits de carbone est prise en compte

Ecart aux tranches annuelles indicatives du deuxième budget carbone (2019-2023) de la SNBC2



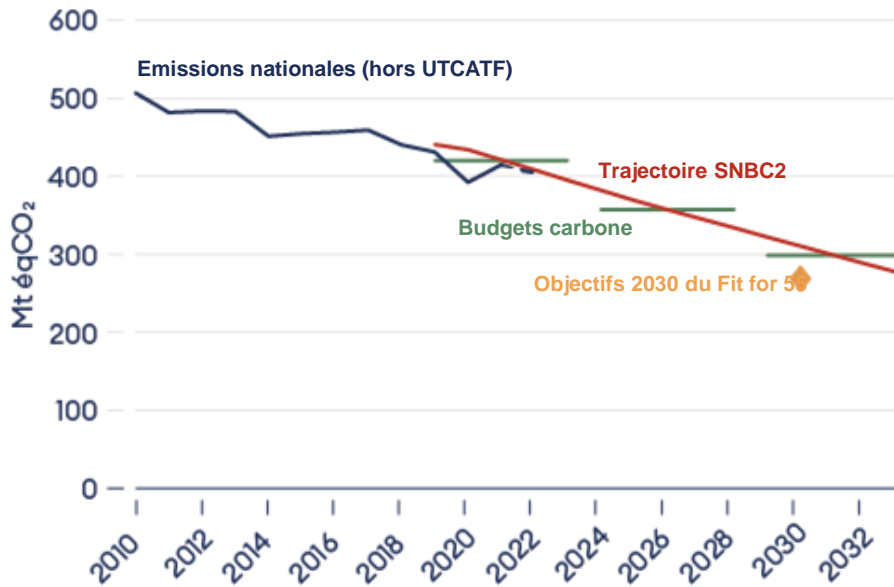
- Emissions brutes (sans puits de carbone)
➔ budget respecté
- Emissions nettes (avec puits)
➔ budget dépassé
- Les secteurs industrie, UTCATF et déchets dépassent leurs budgets indicatifs
- Le secteur transport le respecte, mais surtout pour des raisons conjoncturelles (Covid-19)

*Les données pour 2022 sont une estimation provisoire
Sources: Citepa (format Secten, 2023), SNBC2

Constats sur l'évolution des émissions de GES en France

Les rythmes de baisse sont insuffisants et doivent presque doubler

Emissions historiques de GES en France, comparées à la trajectoire SNBC2 et à l'objectif 2030 décliné du paquet Fit for 55 (hors UTCATF)

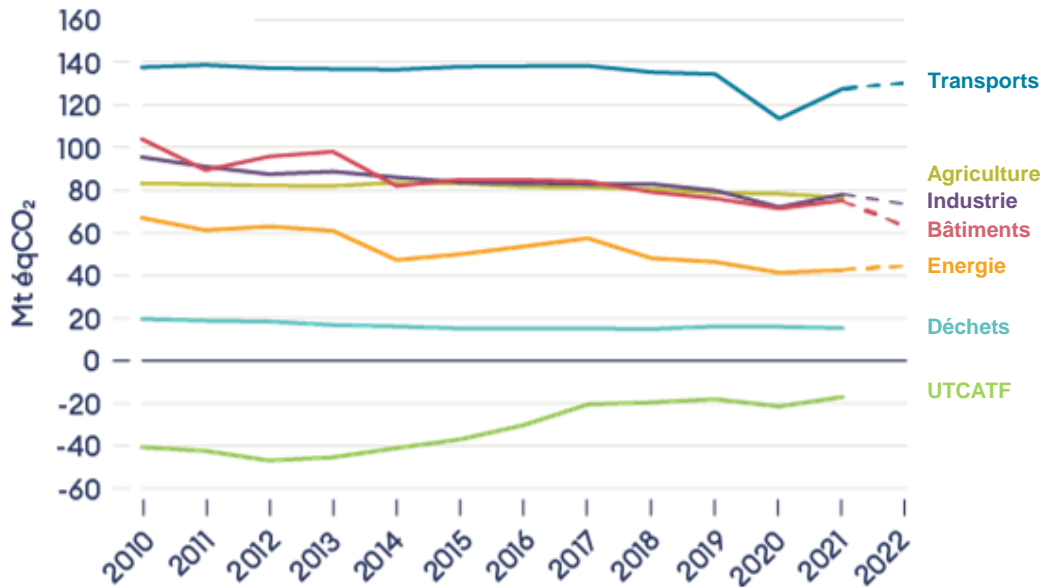


- Baisse observée :
-9,1 Mt eqCO₂ par an
(2019-2022)
- Baisse attendue (SNBC2) :
-12 Mt eqCO₂ par an
(2023-2030)
- Baisse attendue Fit for 55 (SNBC3) :
-17 Mt eqCO₂ par an
(2023-2030)

Constats sur l'évolution des émissions de GES en France

Les rythmes de décarbonation et les indicateurs soulignent de nombreux blocages

Evolution sectorielle des émissions de GES de la France depuis 2010

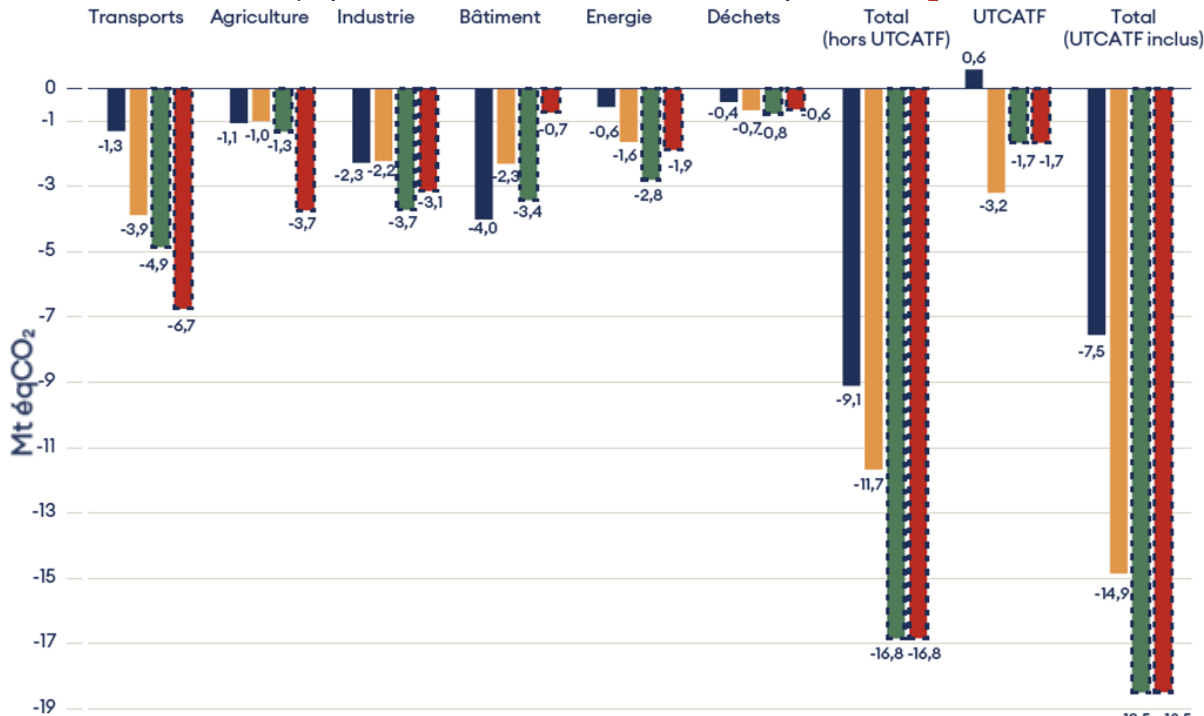


- Augmentation de la consommation des véhicules vu l'augmentation du **poids des voitures**
- Diminution trop lente de la consommation d'**énergie** dans les **bâtiments**
- Augmentation des énergies renouvelables **trop lente**
- Mortalité des arbres trop forte, croissance **des forêts** trop faible
- Seuls **3 indicateurs sur 34** avancent nettement + vite que prévu.

Constats sur l'évolution des émissions de GES en France

L'ensemble des secteurs doit rehausser ses efforts

Rythmes de baisse des émissions observées depuis 2019,
SNBC 2,
et Fit for 55 (répartition **actuelle** de l'effort ou répartition **égale**)



- Secteurs Transports et énergie : facteur 3,5 à 5
- Agriculture : facteur 1,25 à 3,5
- Industrie : facteur 1,4 à 1,6
- Bâtiments : facteur 1,2 (mais marge d'action)
- UTCATF : forte augmentation (au lieu de diminuer)

Lecture : Dans le secteur des transports, les émissions ont baissé de 1,3 Mt eqCO₂/an sur la période 2019-2022.

Il faudrait que ce rythme passe à -3,9 Mt eqCO₂/an pour atteindre l'objectif 2030 de la SNBC, et entre 4,9 et 6,7 eqCO₂/an pour s'aligner avec le Fit for 55.

Source : Calcul HCC

Constats sur l'avancée du cadre d'action public en France

www.hautconseilclimat.fr



@hc_climat

Constats sur l'avancée du cadre d'action publique en France

Le Haut conseil pour le climat a développé une nouvelle méthode d'évaluation de l'action publique

Nouvelle méthode d'évaluation de l'action publique du Haut conseil pour le climat

EVALUATION QUANTITATIVE

- Suivi des budgets par sous-secteurs
- Suivi, indicateurs prioritaires tirés de la SNBC2
- Evaluation du rythme aligné avec l'objectif 2030

APPRECIATION QUALITATIVE

APPRECIATION DETAILLEE SELON 5 CRITERES

- Stratégie
- Politique économique
- Freins et leviers
- Adaptation
- Transition juste

- Suivi des budgets carbone par sous-secteur et indicateurs associés
- Appréciation du cadre d'action public : **5 axes** essentiels
- Application sous forme réduite en 2023, focalisée sur l'existence et la forme du cadre d'action public

Constats sur l'avancée du cadre d'action publique en France

Stratégie : le cadre d'action des politiques publiques pour le climat se construit en France

Nouvelle méthode d'évaluation de l'action publique du Haut conseil pour le climat

EVALUATION QUANTITATIVE

- Suivi des budgets par sous-secteurs
- Suivi, indicateurs prioritaires tirés de la SNBC2
- Evaluation du rythme aligné avec l'objectif 2030

APPRECIATION QUALITATIVE

APPRECIATION DETAILÉE SELON 5 CRITERES

- **Stratégie**
- Politique économique
- Freins et leviers
- Adaptation
- Transition juste

- De nombreux documents stratégiques, bien cadrés, avec des priorités et des actions, qui mobilisent les parties prenantes
- La cohérence et l'alignement des stratégies avec les objectifs climatiques ne sont pas assurés
- Dispositifs de suivi et d'évaluation souvent incomplets
- Certains plans sont fragmentés ou peu opérationnels.

Constats sur l'avancée du cadre d'action publique en France

Politique économique : la stratégie n'est pas accompagnée d'une politique économique d'ampleur permettant de déclencher l'accélération nécessaire

Nouvelle méthode d'évaluation de l'action publique du Haut conseil pour le climat

EVALUATION QUANTITATIVE

- Suivi des budgets par sous-secteurs
- Suivi, indicateurs prioritaires tirés de la SNBC2
- Evaluation du rythme aligné avec l'objectif 2030

APPRECIATION QUALITATIVE

APPRECIATION DETAILÉE SELON 5 CRITERES

- Stratégie
- **Politique économique**
- Freins et leviers
- Adaptation
- Transition juste

- Examen des politiques (voitures et logements) : existence de paquets de mesures, incitations et moyens financiers insuffisants
- **Environ 30 Mrd€** supplémentaires (2030) pour tous les secteurs
- **Dépenses défavorables au climat** (2023) :
43 Mrd€ (bouclier tarifaire),
10 Mrd€ (niches fiscales),
6,3 Mrd€ (autres dispositifs)
- La politique économique doit être transformée (budgétaire, fiscale, commerciale, industrielle, et l'emploi).

Constats sur l'avancée du cadre d'action publique en France

Freins et leviers stratégiques : généralement identifiés, mais non traités de manière systématique

Exemples de dispositions devant être déjà en cours de déploiement ou prévues dans le secteur des **transports** afin de supprimer les freins et d'accélérer la transition

Horizon	Disponibilité, qualité et accessibilité des infrastructures physiques, filières et technologies	Organisation économiques et sociales
2030	<ul style="list-style-type: none">Véhicules électriques abordables, performance énergétique des véhiculesBatteries (y compris recyclage)Bornes de rechargesTransports collectifs accessibles et abordablesCarburants alternatifs (gaz renouvelables, biocarburants)Infrastructures logistiques et de circulation	<ul style="list-style-type: none">Accompagnement, compétences et formationsSoutien au changement sociétal (mobilités douces, transports collectifs, covoiturage, etc.)Planification logistique et soutien au report modalMaîtrise de la demande (voyageurs et marchandises)
2050	<ul style="list-style-type: none">Forme urbaineAvions et navires moins émetteursTechnologies pour réduire les émissions et ses infrastructures (hydrogène vert, stockage et distribution du fuel)	<ul style="list-style-type: none">Recherche et développementMesures de compensation des émissions effectives

- Nombreux freins et leviers dans tous les secteurs
- Généralement identifiés
- Beaucoup sont abordés avec des mesures ponctuelles seulement
- La maîtrise de la demande fait l'objet de peu de mesures
- L'accompagnement des agriculteurs et le développement des compétences dans le secteur du bâtiment sont sources de blocages.

Constats sur l'avancée du cadre d'action publique en France

Adaptation : la contribution de l'adaptation au respect des budgets carbone n'est pas explicite dans le cadre existant

Nouvelle méthode d'évaluation de l'action publique du Haut conseil pour le climat

EVALUATION QUANTITATIVE

- Suivi des budgets par sous-secteurs
- Suivi, indicateurs prioritaires tirés de la SNBC2
- Evaluation du rythme aligné avec l'objectif 2030

APPRECIATION QUALITATIVE

APPRECIATION DETAILEE SELON 5 CRITERES

- Stratégie
- Politique économique
- Freins et leviers
- **Adaptation**
- Transition juste

- L'agriculture et les puits de carbone (UTCATF) sont les mieux couverts
- Les risques pour les secteurs de l'industrie et de l'énergie ne sont pas identifiés dans la SNBC
- Les risques de maladaptation pour les budgets carbone doivent être pris en compte.

Constats sur l'avancée du cadre d'action publique en France

Transition juste : les politiques climatiques pèsent davantage sur les ménages modestes, malgré les efforts de compensation (voitures et logements)

Nouvelle méthode d'évaluation de l'action publique du Haut conseil pour le climat

EVALUATION QUANTITATIVE

- Suivi des budgets par sous-secteurs
- Suivi, indicateurs prioritaires tirés de la SNBC2
- Evaluation du rythme aligné avec l'objectif 2030

APPRECIATION QUALITATIVE

APPRECIATION DETAILEE SELON 5 CRITERES

- Stratégie
- Politique économique
- Freins et leviers
- Adaptation
- **Transition juste**

- Offre inadéquate (par ex : offres de véhicules petits, légers et abordables)
- Limites de capacité de réponse des ménages qui s'ajoute à un contexte de forte inflation

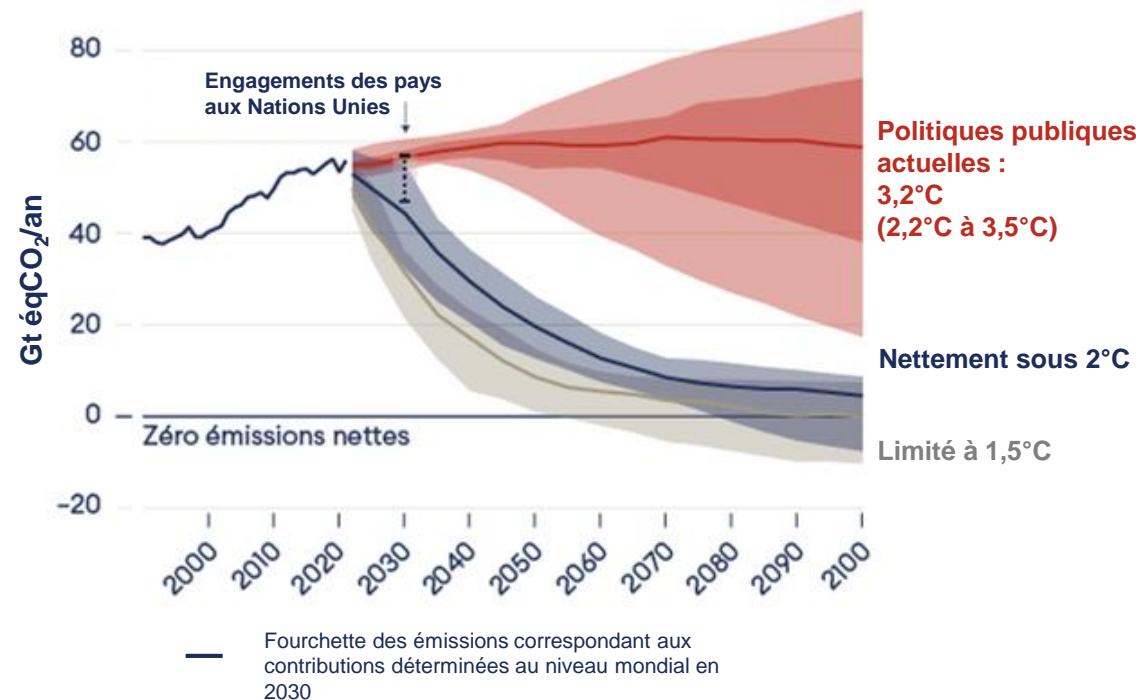
Constats au niveau européen et international



Constats sur l'avancée du cadre d'action internationale

La multiplication des politiques publiques à l'international commence à faire infléchir les émissions mondiales

Emissions mondiales tous GES



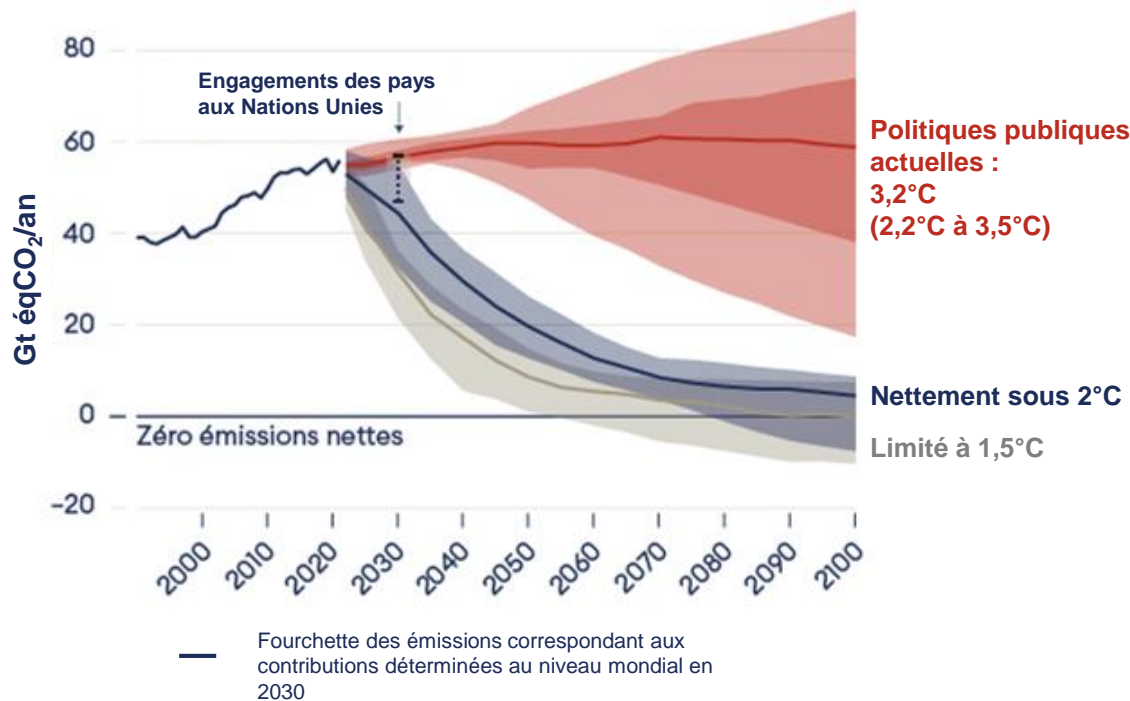
- Les émissions de GES augmentent, à un rythme moins élevé
- Au moins **18 pays**, dont la France, voient leurs émissions et leur empreinte diminuer depuis une décennie ou plus
- Ralentissement de la déforestation nette, mais dégradation élevée (trop peu de politiques)
- **+3145** lois climatiques ont permis d'éviter plusieurs milliards de tonnes éqCO₂
- Avancées à souligner : les partenariats* pour une transition énergétique juste et les nouveaux financements notamment aux États-Unis.

*avec plusieurs pays en voie de développement

Constats sur l'avancée du cadre d'action internationale

Les politiques et engagements actuels ne suffisent pas à atteindre les objectifs climatiques

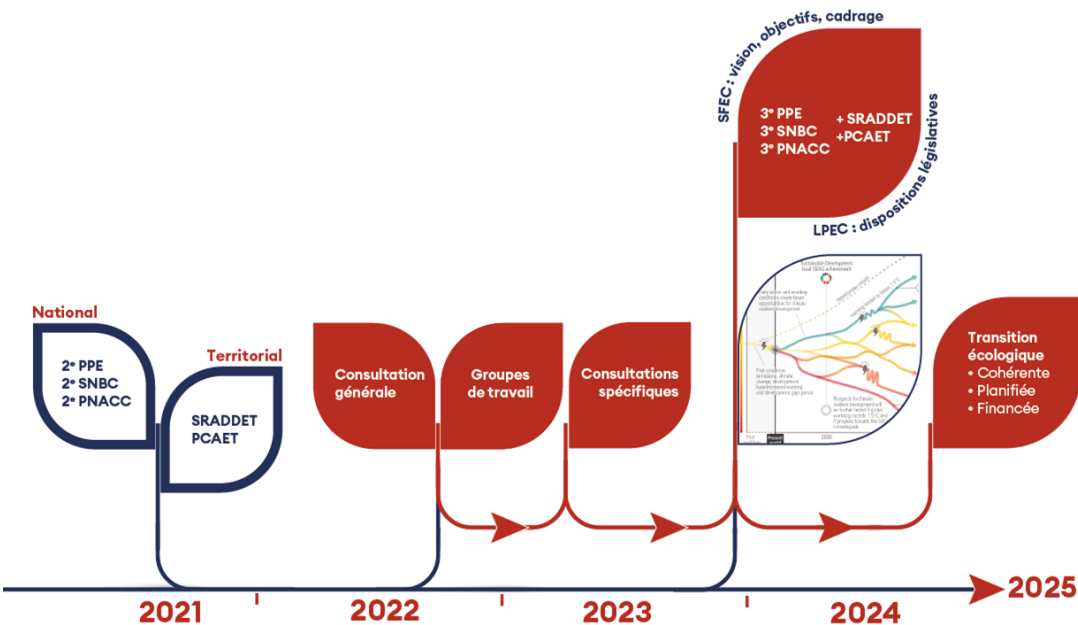
Emissions mondiales tous GES



- Les engagements actuels ne suffisent pas à limiter le réchauffement à **1,5-2°C**
- Les engagements volontaires lors des COPs (par exemple, -30% d'émissions de méthane d'ici à 2030) ne sont pas suivis
- Les engagements de neutralité carbone sont peu contraints. Reporting trop faible
- La COP27 n'a pas permis d'avancer sur les engagements de réduction d'émissions
- Besoin de relancer la dynamique internationale en amont de la COP28.

L'adoption de la majorité des textes du Fit for 55 structure l'action de l'Europe et de la France

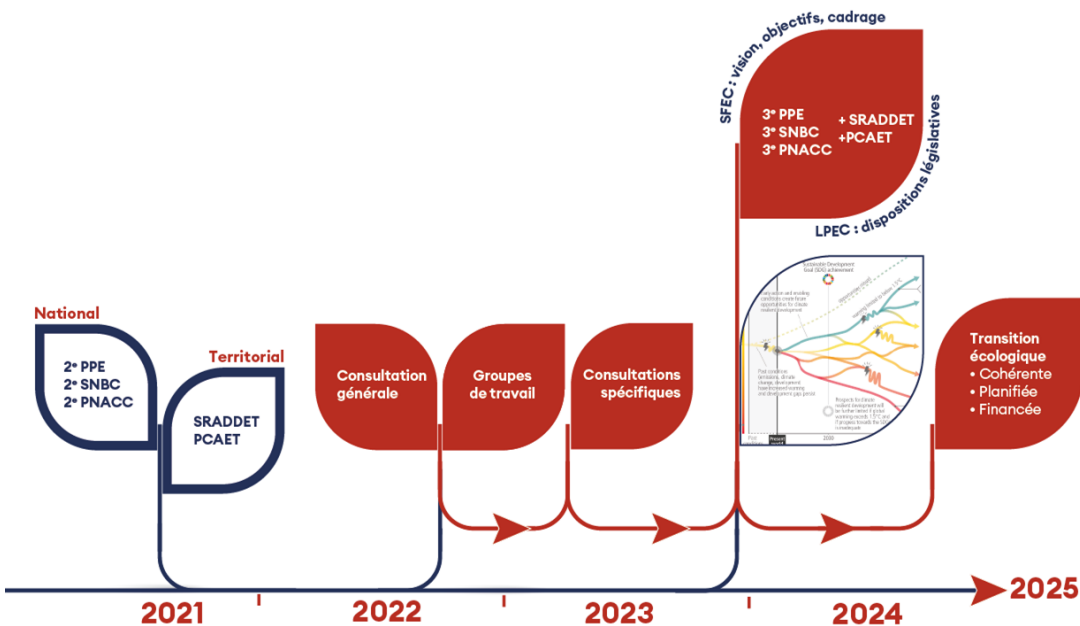
Période d'opportunité à saisir pour la Stratégie française pour l'énergie et le climat



- Développement positif qui clarifie comment l'UE compte atteindre ses objectifs 2030
- A traduire en mesures concrètes avec un plan d'investissement
- L'évolution des dispositifs avance à un rythme difficilement compatible avec les objectifs 2030, dans 7ans*
- Risques de verrouillage sur la réponse de l'UE à la crise énergétique**
- Préparer la position de la France à la COP28 sur la base du renforcement de ses objectifs 2030.

Acter l'urgence – Engager les moyens

Période d'opportunité à saisir pour la Stratégie française pour l'énergie et le climat



- L'année 2022 a révélé les limites capacitaires de gestion de crise en France
- Définir une politique économique d'ampleur permettant de déclencher l'accélération nécessaire à l'atteinte des objectifs 2030
- Saisir la période d'opportunité de la LPEC et de la SFEC pour concrétiser, systématiser et opérationnaliser les nouveaux objectifs.

Principales conclusions du HCC

- **L'adaptation en mode réactif et ponctuel prévalent aujourd'hui ne suffit pas, l'adaptation doit changer d'échelle en devenant anticipatrice, préventive et transformatrice**
- **Le cadre stratégique qui se construit doit être mis en œuvre de manière opérationnelle et systématique**
- **Il doit être accompagné d'une politique économique d'ampleur permettant de déclencher les changements nécessaires à l'atteinte des objectifs climatiques**
- **La dynamique internationale doit être relancée en amont de la COP28**

Principales recommandations du HCC

- Renforcer conjointement les dispositifs de gestion de crise et ceux de prévention
- S'appuyer sur la trajectoire de référence pour renforcer l'adaptation en France
- Prendre en compte les coûts d'adaptation pour les finances publiques et privées
- Améliorer le suivi de l'action publique d'adaptation et l'évaluation de son efficacité
- Compléter la stratégie et sa mise en œuvre opérationnelle
- Transformer l'économie
- Renforcer la portée juridique des engagements de la France au sein de la LPEC
- Préparer le processus de suivi de la SFEC
- Poursuivre la démarche d'évaluation des lois au regard du climat
- Revoir les processus de décisions afin de faciliter l'intégration des objectifs climatiques
- Consolider et mettre en œuvre les engagements existants
- Préparer la position de la France pour la COP28
- Assurer un suivi des engagements internationaux soutenus par la France
- Mettre en œuvre sans délai les nouvelles réglementations du paquet « ajustement à l'objectif 55 » de la loi européenne sur le climat
- Œuvrer à sécuriser les financements nécessaires aux actions à l'aide des leviers européens

HAUT CONSEIL pour le CLIMAT

**Le Haut conseil pour le climat
remercie l'ensemble des contributeurs
et relecteurs du rapport annuel 2023**